

regards

A large mammoth with long, curved tusks is the central focus of the image. It is standing in a grassy field with a misty or overcast sky in the background. The mammoth's fur is dark brown and shaggy. The tusks are a light, creamy color and curve downwards and then back up. The overall scene is naturalistic and somewhat somber due to the weather.

Février 2013 - 3€

ÉDUCATION **RÉ**
OUVERTURE
DE LA
CHASSE AU
MAMMOUTH

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Thomas Bauder, Benoît Borrits, Juliette Cerf,
Emmanuelle Cosse, Sophie Courval,
Rémi Douat, Marc Endeweld, Nicolas Kssis,
Roger Martelli, Martov, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Marion Rousset,
Diane Scott, Catherine Tricot, Arnaud Viviant

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

Photo de couverture :
Philippe Grangeaud

SOMMAIRE

p. 4 Lu sur regards.fr

p. 8 Tribune de Roger Martelli
À gauche autrement

p. 14 Dossier éducation
Réouverture de la chasse
au mammoth

p. 26 Sélections

p. 28 Didier Lestrade
Du mariage homo
à la repolitisation
du mouvement gay

p. 34 International
L'Afrique toujours victime
de ses richesses

p. 40 Cinéma
Zero Dark Thirty

ÉDITO

DÈS QUE LE VENT TOURNERA...

Le Président et sa majorité ont eu une quinzaine de jours de répit. La guerre au Mali et l'ouverture du mariage aux couples de même sexe ont permis à François Hollande et à Jean-Marc Ayrault de voir leur côte de popularité reprendre le chemin de la croissance. Après des mois de decrescendo dans l'opinion, ce fut sans doute bon à prendre. Avec Goodyear, la majorité s'apprête à nouveau à boire la tasse...

Le conflit Goodyear est à hauts risques pour la majorité. La scène se déroule à Amiens, où le candidat Hollande avait promis une loi contre les licenciements boursiers restée introuvable une fois élu. Si les sites phares de la conflictualité sociale ne trouvent pas d'issue positive pour les salariés, le regard sur l'action gouvernementale risque de se noircir. Et ce d'autant que les lieux de contestation ne manquent pas, même s'ils se déroulent essentiellement pour l'instant à l'ombre des médias. De Sanofi à Virgin, de PSA aux enseignants en grève, de Notre-Dame-des-Landes à la lutte des sans-papiers à Lille et ailleurs, des mouvements LGBT mobilisés sur le mariage et la PMA aux brebis 2.0, les foyers de mobilisation fleurissent. Les bases sociales d'un gouvernement de gauche s'entament chaque jour un peu plus... Et ce n'est pas en cédant à quelques pigeons ou en recevant à l'Élysée les tenants d'un mariage hétéro conservé qu'il répondra aux inquiétudes légitimes. Inquiétudes qui mûrissent, grandissent. Si la colère semble sourde pour le moment, elle monte. Le vent de la contestation pourrait bien souffler prochainement dans les bronches du gouvernement.

La colère des sidérurgistes d'Arcelor Mittal a marqué un tournant dans l'appréciation de cette gauche au pouvoir. Les dissonances gouvernementales ont fait désordre et surtout, l'incapacité à trouver une solution pour les salariés contre le géant de l'acier, qui engrange les profits au mépris de nos intérêts humains et industriels, a ébranlé le pouvoir politique. Dans un énième changement de posture, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a appelé les syndicats à signer « l'accord de compétitivité » chez Renault et a renvoyé dos à dos la CGT et les patrons de Goodyear. Il incarne ainsi la ligne gouvernementale défendant le « compromis » pour sauver les emplois. Cette thèse, la soumission aux exigences patronales ou le chaos, est celle de la CFDT et du PS qui s'apprêtent à défendre avec vigueur l'accord sur l'emploi favorable au MEDEF. Les arguments s'aiguisent en vue du vote à l'Assemblée et un bras de fer se profile avec les opposants à cet accord. La CGT prépare des actions conjointes avec FO. Le Front de gauche aura aussi la dent bien dure sur le sujet, ce qui augure d'une bataille hautement politique. L'enjeu est de même nature qu'en Allemagne il y a dix ans. Les socialistes français devraient songer que leurs homologues allemands, après avoir imposé Hartz 4 et son lot de régressions sociales, ne sont pas prêts de reprendre le pouvoir... ← CLÉMENTINE AUTAIN

Abonnez
vous
page 39

LUTTE

Une transhumance contre les brebis 2.0

Pour défendre un mode de vie, ne pas plier devant l'industrialisation de l'agriculture, des éleveurs ont mis en branle 200 brebis et remontent la Drôme. Non, ils ne mettront pas de puces à leurs animaux.

« À gauche, à gauche. Poussez! Poussez! » crie un éleveur à son chien, bâton à la main. Les 200 moutons quittent un champ pour gagner la départementale. Les voici partis ce lundi 28 janvier pour parcourir sur cinq jours un peu plus de 50 kilomètres, de Mornans, dans le sud de la Drôme à Valence. Environ une centaine de personnes, éleveurs, bergers, sympathisants participent tranquillement à cette transhumance. Les organisateurs, membres du collectif « Faut pas la boucler », ont entamé cette longue marche afin d'alerter l'opinion sur le puçage électronique de leurs bêtes, obligatoire depuis juillet 2010. Cette puce électronique est censée améliorer la traçabilité : « *Mais nos bêtes sont déjà tracées. Elles possèdent chacune deux boucles avec le numéro de l'exploitation et de l'animal* », explique Laure Charoin, au tee-shirt représentant un mouton bouclé, sous perfusion avec pour légende « *No Futur. Ni pucés ni soumis.* » La puce ne contient pas d'avantage d'information.[...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

LUTTE

Espagne, contre les expulsions des domiciles

En cinq ans de crise économique en Espagne, 350 000 familles ont été expulsées du domicile où elles vivaient parfois depuis plus de 20 ans. Leur crime : ne plus pouvoir payer un crédit hypothécaire octroyé à des taux et des conditions souvent abusifs. Face à ces familles, des crédi-teurs - banques dans la plupart des cas - qui font appliquer sans état d'âme une loi datant de plus d'un siècle et qui récupèrent des biens désormais sans grande valeur. Un drame social mobilisant tous les jours des citoyens et de nombreuses associations avec des résultats assez probants.

Début janvier à Pampelune, dans le nord de l'Espagne, la solidarité entre juges, voisins et... serruriers a empêché l'expulsion d'une famille de son domicile. « *Nous avons décidé en assemblée générale le 14 décembre dernier de ne plus collaborer dans les procédures de saisie hypothécaire, dictées par une loi injuste qui a pour résultat la détresse de milliers de familles* », explique Iker de Carlos, le représentant de l'association des serruriers professionnels de Pampelune qui regroupe 14 entreprises, soit la totalité du « secteur » dans cette ville.[...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

LUTTE

Mourir pour des papiers...

Fortement mobilisées sous l'ère Sarkozy, les organisations de lutte pour les sans papiers aspiraient à un peu de répit sous la nouvelle présidence socialiste. Raté. Bien au contraire, pour faire entendre leurs voix, elles ont dû récemment se rassembler sous la bannière d'un nouveau collectif.

Faut-il mourir pour avoir des papiers ? Une question. Un collectif. Un collectif en forme de question né cet hiver dans la région parisienne en soutien aux sans papiers de Lille engagés dans une grève de la faim. Ces grévistes, installés sur le parvis de l'église Saint Maurice de Lille, réclamaient le droit de déposer leurs dossiers de régularisation, la reconnaissance du Comité des sans papiers 59 (CSP 59) comme un interlocuteur valable du préfet, c'est-à-dire la possibilité pour ces sans papiers auto-organisés de défendre tous les mois les dossiers en préfecture, et la régularisation de leur situation. Il aura fallu attendre 70 jours avant que le préfet du Nord accepte « *un examen bienveillant qui se définit comme la prise en compte de toutes les réalités personnelles du demandeur* ». [...]

[← LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

EUROPE

Amitié franco-allemande : « La France est subordonnée à l'Allemagne »

Que cache cette fameuse « amitié franco-allemande » célébrée à l'occasion des 50 ans du traité de l'Élysée ? Steffen Lehndorff analyse la nature du rapport de forces entre les deux pays et l'influence du couple sur la construction européenne.

Regards.fr. « Sans unité entre l'Allemagne et la France, il n'y a quasiment pas de progrès possible dans l'Union européenne », a affirmé Angela Merkel. Le rôle du couple franco-allemand est-il toujours aussi central dans la construction européenne ?

STEFFEN LEHNDORFF. Pour comprendre le rôle de la politique franco-allemande, il faut d'abord observer les sentiments que se vouent ces deux peuples. En France comme en Allemagne, les jeunes générations ne peuvent pas imaginer que leurs pays ont combattu l'un contre l'autre. Les Allemands qui en ont les moyens aiment passer leurs vacances dans votre pays. [...] [→ LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

À gauche, autrement

Repenser la lutte des classes, réviser sa définition du peuple, plancher sur un projet moderne d'émancipation individuelle et collective... Tels sont les devoirs de la gauche si elle veut déjouer les prévisions alarmistes des sondages quant à une droitisation inquiétante de la France.

La droite française est la plus utile du monde. Quand elle est au pouvoir, elle permet de mobiliser la gauche autour du vote utile, et donc du vote socialiste. Quand elle n'est plus au pouvoir, on explique qu'elle marque tellement la société de son empreinte, qu'il n'est pas possible de mener une politique vraiment de gauche.

La société française a viré à droite, proclament les augures, sondages à l'appui. Ce n'est pas la première fois. C'est pourtant aller trop vite en besogne. Il est vrai que quand la crise est violente, quand l'inquiétude gagne et quand on ne perçoit pas ou mal les issues collectives possibles, c'est toujours l'ordre qui séduit une partie de l'opinion. Or il n'est pas besoin d'expliquer longuement que la situation économique est terriblement tendue, que l'Union européenne engoncée dans sa gestion libérale-technocratique est en panne et que, si

les sondages disent quelque chose de clair, c'est bien que les Français sont de plus en plus inquiets devant l'avenir. Dans cette situation incertaine, pour nombre d'individus, le choix ne paraît plus être qu'entre l'ordre hiérarchique et l'ordre « juste », entre le modèle Reagan-Thatcher-Berlusconi-Sarkozy et le modèle Tony Blair.

Mais la réalité n'est pas si simple. Le clivage fondamental de la gauche et de la droite fonctionne, même quand tel ou tel individu interrogé affirme qu'il est affaibli. Les valeurs de redistribution et de régulation persistent, même quand la peur du chômage nourrit l'idée qu'il faut ménager les « entreprises » – comme si les entreprises, ce n'était pas aussi le travail qu'il faut protéger... En bref, la société n'a pas glissé à droite de façon massive. Ce n'est pas pour autant que la gauche se porte bien. La droite, elle-même divisée et incertaine n'est pas florissante, mais le flottement est ➔

Virage à droite ?

Le récent sondage d'Ipsos sur « les nouvelles fractures » de la société française a suscité pas mal d'émoi. « Crispations alarmantes de la société française », titre *Le Monde*, qui publiait le sondage le 24 janvier dernier. « Les sondages par Internet recrutent surtout les sots et les fachos », rétorque, sur le blog du *Diplo*, le chercheur Alain Garrigou qui dénonce « le sondage de trop »

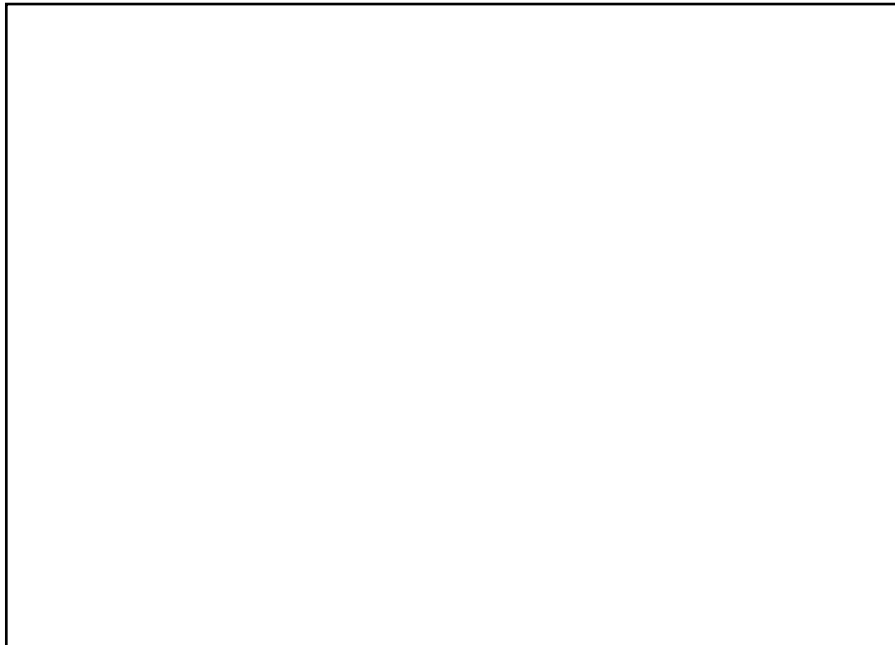
De quoi s'agit-il ? L'enquête d'Ipsos suggère une forte défiance des personnes interrogées à l'égard du monde extérieur et d'autrui : « On n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres », (78 %) ; « la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui », (58 %) ; « il y a trop d'étrangers en France », (70 %). La défiance s'accompagne d'un rejet du système démocratique et médiatique : « La plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus », (62 %). Conséquence quasi attendue : il faut davantage d'autorité. 87 % des enquêtés répondraient que « on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre ».

La société française se droitiserait-elle ? François Rebsamen l'affirmait au Sénat, le 25 octobre dernier. Jérôme Fourquet, de l'Ifop, se montrait plus réservé dans *Le Monde* du 16 janvier : bien d'autres indices, sur les questions sociales ou sur l'appel à l'État font plus que nuancer le tableau. Et l'ampleur de certains chiffres ne sème pas le doute seulement chez Alain Garrigou.

Il n'en reste pas moins que le signal ne doit pas être pris à la légère. Ce n'est pas la première fois, comme le fait par ailleurs remarquer l'historien Michel Winock, qu'une part non négligeable de l'opinion est tentée par le repli, la défiance xénophobe et l'appel à l'autorité. Chaque fois que cela s'est produit, cela ne disait rien de bon sur l'évolution du paysage politique français.

Le tout est de savoir comment on réagit. L'exagération du processus sert manifestement de prétexte à justifier un rassemblement au centre. La présence gouvernementale d'un Emmanuel Valls, l'image d'un Président « chef de guerre » sont là pour appuyer le mouvement : à la fin, si une droitisation est avérée, elle risque d'être avant tout celle du sommet de l'État.

Admettons toutefois qu'il y ait un risque de droitisation. Pour y faire face, mieux vaut ne pas oublier deux choses. En France, tout d'abord, le risque n'est jamais fatalité : les prurits de droitisation ont été à chaque reprise battus, sauf en 1958. Chaque fois, à la fin du siècle dernier ou dans les années trente, la gauche a trouvé les ressorts d'un sursaut. Mais elle ne l'a pas trouvé dans sa droitisation. Au contraire : c'est en mettant un peu plus le cap à gauche, vers la France radicale ou vers le Front populaire, qu'elle a su conjuguer le pire. Utilisons l'histoire, mais utilisons-la bien. ◀ ROGER MARTELLI



encore plus grand dans une gauche qui doit digérer ce qui n'est peut-être pas une immense désillusion, mais qui est une redoutable amertume.

En ce sens, il n'est pas mauvais de dire que la France est sans doute devant une bifurcation. Dans les années 1980, elle a pris de plein fouet le tournant néolibéral, comme tous les pays du monde dit « occidental ». Alors, elle a connu les effets de l'arrogance ultralibérale, de la crise du soviétisme et du reflux du mouvement ouvrier. À partir de 1993-1995, elle a enregistré le regain de la conflictualité sociale, la percée de la radicalité et l'émergence de l'esprit « alter », celui du « mouvement social » et de « l'altermondialisme »,

d'Attac et de la multitude des associations pour les droits. Mais ces prémices n'ont pas été suivies de constructions politiques adéquates, de bas en haut. L'esprit de fronde et de liberté a soufflé, mais le projet émancipateur qu'il appelait ne s'est pas imposé.

C'est de ce hiatus que nous mesurons les conséquences. Elles sont assez inquiétantes pour que l'on ne reste pas immobile, pour que l'on essaie de tout faire afin de contredire les risques de régression. Mais pour les surmonter, il ne faut pas se tromper de diagnostic. Si la gauche a mal, depuis trente ans, c'est à la fois parce que sa part majoritaire a reculé idéologiquement et politiquement,

et parce qu'une autre partie n'a pas su se renouveler. Certains ont pensé que la lutte des classes avait disparu, d'autres qu'elle était restée à l'identique. Or la lutte des classes reste un moteur intangible, mais elle n'est pas celle d'hier. Rien ne sert donc d'invoquer à longueur de lignes ou de discours les mânes de 1793, de 1848, de 1905, de 1917 ou même de 1945.

Les ouvriers n'ont pas disparu, mais la « classe ouvrière » n'est plus le noyau actif du peuple. Les catégories populaires restent les acteurs cardinaux de toute action volontaire sur le social, mais le « peuple » n'est pas constitué. Parce que l'histoire montre qu'il ne le peut qu'autour d'un projet moderne d'émancipation, individuelle et collective. Or ce projet n'est pas encore affirmé, parce que toutes les facettes de sa novation ne sont pas en lumière. La société des individus libres et associés s'oppose en effet au libéralisme du capital; elle se distingue aussi de l'étatisme des deux siècles précédents. S'il suffisait de revenir à l'État d'hier pour contredire le marché « libre » d'aujourd'hui, tout serait si simple. Mais comment oublier que la manière de faire

« Les ouvriers n'ont pas disparu, mais la "classe ouvrière" n'est plus le noyau actif du peuple. »

fonctionner l'État hier a pu contrevenir au besoin d'émancipation ici ou là et que, en tout état de cause, elle s'est avérée partout bien fragile face à la machine du libéralisme expansif ? S'il faut aujourd'hui opposer le partage à la concurrence, le public au marché et le bien commun à l'appropriation privée, ce n'est pas avec les vieilles recettes de l'étatisme qu'on y parviendra.

Tant que cette indétermination demeure, la droite n'a peut-être pas toutes les cartes en main. Mais la gauche est fragilisée. Elle peut se conforter, par les vertus de son rassemblement bien à gauche : à condition qu'elle accepte d'être à la fois fidèle et novatrice. ← ROGER MARTELLI

PEILLON PAS BEAUCOUP

Malmenés par les médias, qui les accusent de « corporatisme étriqué », les instits ont pourtant de vraies raisons de se mobiliser contre la réforme Peillon. Décryptage.

RÉ OUVERTURE DE LA CHASSE AU MAMMOUTH

La réforme Peillon sur les rythmes scolaires suscite le mécontentement des enseignants, qui se voient accusés par la presse de corporatisme et d'immobilisme. Faut-il craindre la réouverture de la chasse au mammouth ?

L Le ministre de l'Éducation pensait qu'en annonçant la création de 60000 postes d'enseignants sur la mandature, il aurait la paix. Raté. Le 22 janvier, les instituteurs ont massivement fait grève à Paris. Plus de 80% d'entre eux ont chômé la classe. Un taux de grévistes proprement exceptionnel. Une grève qualifiée d'historique par le SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire, qui appelle avec d'autres le 12 février à une nouvelle grève, nationale cette fois-ci, contre la réforme Peillon. Les communes ont jusqu'au 31 mars pour décider si elles renouent avec la semaine de 4,5 jours en primaire en 2013 ou 2014. Pourquoi le projet de loi sur les rythmes scolaires a-t-il ainsi excédé ces enseignants parisiens ? À lire les journaux et les sondages, les motivations d'une telle mobilisation semblent largement incomprises, comme si le discours sur le « mammouth » impossible à bouger, à réformer, avait gagné les consciences. Pourtant, l'inquiétude

et la colère des enseignants repose sur de sérieux éléments. L'idée que le rythme de travail pour les enfants est aujourd'hui trop lourd, et que la charge est mal répartie, n'est pas contestée. Mais la réforme n'atteindra pas l'objectif d'améliorer la vie à l'école pour les enfants. En effet, les élèves finiront toujours à 16h30. Les enseignants travailleront 45 minutes de moins par jour mais la présence à l'école sur les quatre jours sera la même pour les enfants, et s'ajoutera pour tous le mercredi matin. Le bruit de la cour, la vie en collectivité, les activités d'éveil, etc. : autant d'éléments qui ne sont pas de nature à alléger la fatigue. Quelles activités seront assurées pendant ce temps déchargé ? À quel prix et qui paiera ? Autant de questions qui restent floues, à l'appréciation des collectivités dont les moyens et les projets sont inégaux, sans compter l'austérité qui s'abat sur toutes. Par ailleurs, les enseignants ne voient pas pourquoi ils viendraient travailler une demi-journée de plus pour le même salaire.

Quels salariés d'entreprise accepteraient sans broncher de telles modifications d'emploi du temps ? Les syndicats d'enseignants sont dans leur rôle en renâclant à un tel réaménagement des conditions de travail. L'accusation de « corporatisme » est curieuse et malvenue, surtout si l'on songe aux salaires actuels déjà bien maigres. Savez-vous qu'un enseignant gagnait, en début de carrière, deux SMIC en 1982 et qu'il n'en gagne aujourd'hui qu'1,3 ? Sur trente ans, la détérioration de la rémunération des enseignants est aussi colossale que mésestimée. La comparaison avec les pays de l'OCDE (voir tableaux) indique combien les profs français ne sont pas aussi bien lotis que le discours dominant ne le raconte. Se situer au même niveau que les Polonais et loin derrière les Espagnols ne semblait pas évident... Qu'il s'agisse du primaire ou du secondaire, la France se situe dans la fourchette basse au niveau européen du point de vue de la progression du salaire du début à la fin de la carrière, sans travailler moins que les autres. Or, en termes de salaire comme de valorisation sociale, le métier d'enseignant aurait du bénéficier d'une attention et d'une considération toute particulière pour que soit réussi le

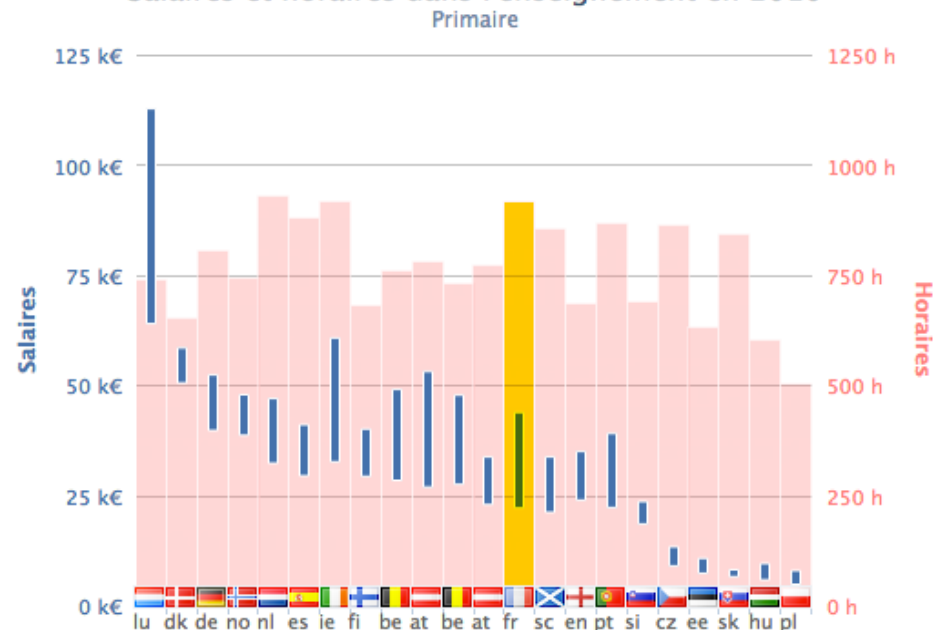
« En 1982, un enseignant en début de carrière gagnait deux SMIC contre seulement 1,3 aujourd'hui. »

défi de la massification et aidé ceux qui sont aux premières loges des crises multiples de la société contemporaine.

Devant la gronde des profs, Vincent Peillon s'est dit prêt à faire un geste. Le chiffre de 400 euros annuels, versés aux seuls enseignants du premier degré, est avancé ici et là. Pour financer ce coup de pouce qui coûterait 132 millions d'euros, le ministère procéderait en fait à une redistribution, comptant à la fois sur les primes catégorielles déjà budgétées et la non-reconduction de trois dispositifs : les primes attribuées jusqu'alors aux enseignants de CE1 et CM2 dans le cadre des évaluations nationales, les stages de remise à niveau du printemps pris en charge par les professeurs des écoles et les primes attribuées aux professeurs enseignant dans le réseau Éclair – en zone difficile. Ou comment gérer la misère...

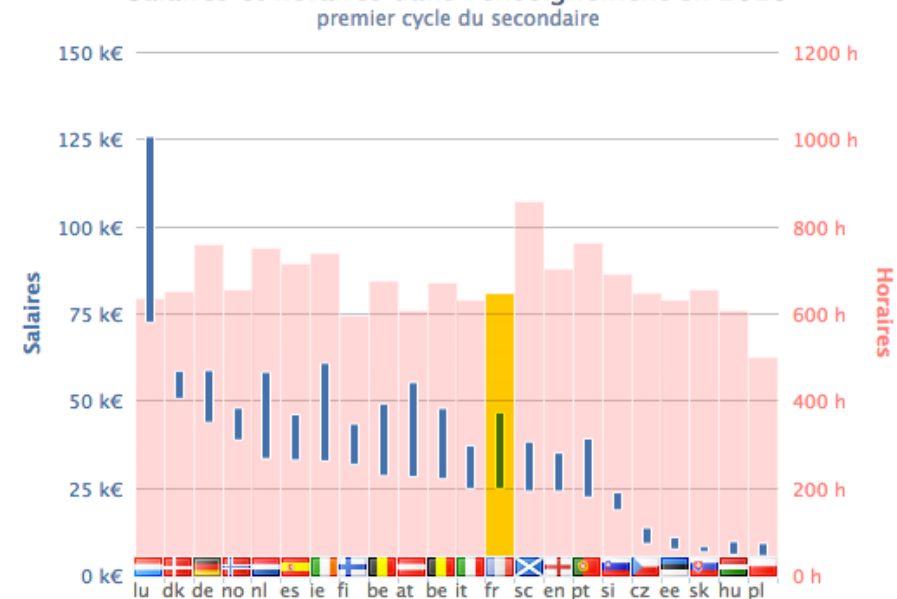
← CLÉMENTINE AUTAIN

Salaires et horaires dans l'enseignement en 2010



Regards sur l'éducation 2012

Salaires et horaires dans l'enseignement en 2010



Regards sur l'éducation 2012

« CETTE AFFAIRE DES RYTHMES SCOLAIRES EST UNE OPÉRATION D'ENFUMAGE »

ENTRETIEN AVEC JOSÉ TOVAR

Derrière la réforme peillon se cache un projet de société, et si les enseignants en grève défendent à raison leurs conditions de travail, ils combattent aussi pour une école plus égalitaire. Entretien avec José Tovar.

regards.fr. Le jeudi 31 janvier, les enseignants étaient appelés à faire grève avec toute la fonction publique. Ils le seront de nouveau le 12 février sur les questions scolaires. Quel est leur état d'esprit ?

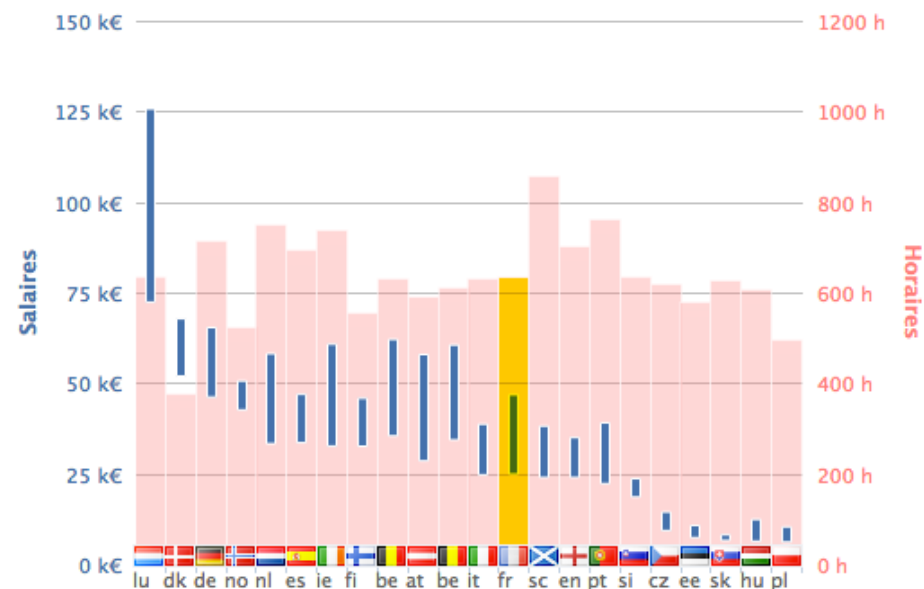
JOSÉ TOVAR. Les enseignants sont mal dans leur peau, mal dans leur métier. Depuis plus de cinq ans on a vu une accumulation de réformes à tous les niveaux, primaire et secondaire, sans que les enseignants n'aient été consultés sur leur nécessité ou leur pertinence, et le résultat de tout ça, c'est la déréglementation tous azimuts : plus personne ne maîtrise la cohérence d'un métier aux implications affectives très fortes ! Les enseignants sont sommés d'« innover » et doivent improviser en permanence. Ce qui hier coulait de source, ne coule plus de source aujourd'hui. Par exemple, l'introduction des enseignements de soutien à l'école élémentaire a provoqué un bazar pas possible :

horaires, durée, nombre d'élèves concernés : rien n'était clairement et réellement conçu dans l'intérêt des élèves, tout pour la façade ! Durant ces dernières années, on a chargé la barque des programmes (une langue vivante obligatoire, l'informatique, des évaluations à répétition...) alors même que la durée totale d'enseignement diminuait ! Au collège, le passage d'un enseignement fondé sur les disciplines à un enseignement basé sur les compétences oblige les profs à réinventer leur métier alors même que leur formation initiale ne les y a pas préparés, qu'elle a même été supprimée pour les nouveaux



José Tovar, Enseignant, syndicaliste, animateur du Front thématique « éducation » au sein du Front de gauche au titre de la FASE

Salaires et horaires dans l'enseignement en 2010
deuxième cycle du secondaire, filière générale



Regards sur l'éducation 2012

recrutés (sans parler de la formation continue, toujours inexistante !). Au lycée, les réformes Chatel ont complètement désorganisé le fonctionnement antérieur : multiplication des options (au choix des élèves), des groupes disciplinaires ou de niveaux, suppressions d'enseignements, etc. Une partie grandissante des enseignements proposés se fait pratiquement « à la carte » : en dehors de quelques enseignants qui doivent gérer les effectifs ;

l'accompagnement personnalisé censé apporter une aide aux élèves en difficulté plus ou moins lourde, mais passagère, est détourné pour permettre à certains profs de « boucler » leur programme, car les heures normalement prévues à l'emploi du temps ont diminué et ne suffisent pas, alors que les exigences, selon les instructions officielles, ne cessent d'augmenter ! On passe désormais un baccalauréat professionnel en trois ans, au lieu de quatre, sans que les exigences théoriques au programme aient diminué, etc.

Et toutes ces réformes interviennent alors même que les profs sont confrontés à des conditions de travail aggravées (alourdissement des effectifs du fait des suppressions massives de postes – plus de 80 000 en cinq ans) et qu'ils sont bien obligés de faire le constat éprouvant que leurs élèves en savent de moins en moins ⁽¹⁾ – ils sont de plus en plus en échec, sortant par centaine de milliers de l'école sans diplôme qualifiant. Alors même que s'accroît la pression des obligations et de la hiérarchie, que les salaires n'augmentent pas et que le pouvoir d'achat ne cesse de baisser ⁽²⁾ avouons que d'un point de vue professionnel, tout cela est très frustrant ! Les enseignants espéraient qu'avec l'élection d'un gouvernement de gauche, on allait enfin pouvoir inverser le cours des choses, rediscuter de ce qu'il faudrait faire avec l'école pour que les élèves réussissent mieux, et ils sont bien obligés de constater que ce n'est pas le cas.

Comment réagissent le monde enseignant et les syndicats sur la question des rythmes scolaires ? On avait compris que les syndicats soutenaient la réforme Peillon, est-ce encore le cas aujourd'hui ?

C'est un peu vécu comme une goutte d'eau en trop au regard des attentes et parfois des espoirs que ce nouveau gouvernement suscitait parmi les collègues. Pour ceux qui travaillent tous les jours, toute la journée, demander aux instituteurs de modifier leur emploi du temps et travailler une demi-journée en plus par semaine devant élèves ⁽³⁾ peu paraître dérisoire. Surtout si c'est pour le bien des enfants...

(1) * les compétences langagières, notamment la sensibilité lexicale et l'orthographe, ainsi que la compréhension, sont en baisse.

La proportion de lecteurs jugés en difficulté est passée de 14,9 % à 19,0 % en dix ans. Cette augmentation est particulièrement marquée dans le secteur de l'éducation prioritaire. Ces résultats convergent avec ceux d'autres travaux menés à la DEPP sur l'évolution des compétences des élèves face à l'écrit depuis une vingtaine d'années. » (Rapport au MEN sur « Conditions de scolarisation et facteurs de réussite scolaire » in revue Education et Formation du MEN, N° 82, décembre 2012, article PP 31-37 sur « Les difficultés de lecture en début de sixième, évolution à dix ans 1997 – 2007 »).

(2) * De janvier 2000 à décembre 2012 inclus, la valeur du point d'indice a reculé d'exactement 13,28 % par rapport à l'indice des prix à la consommation hors tabac » (communiqué CGT-FP du 1 02 2013).

(3) Rappelons tout de même que le travail d'un enseignant ne consiste pas seulement à faire cours devant élèves, mais aussi à préparer des cours, corriger des cahiers ou des copies, concevoir des évaluations, dialoguer avec les familles, etc. La durée réelle de travail est beaucoup plus importante que le nombre d'heures passées avec les élèves !

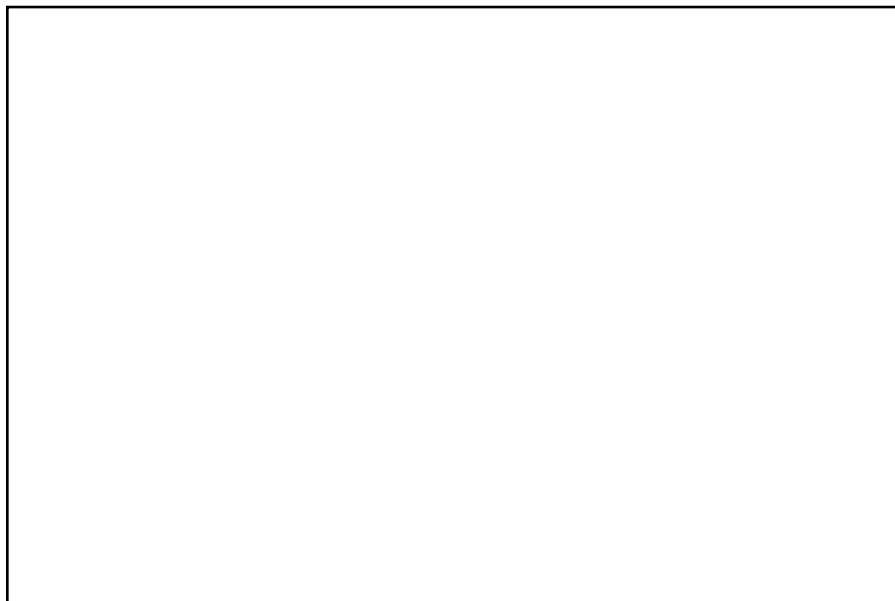
C'était encore la norme il y a seulement cinq ans ?

Oui, mais le corps enseignant connaît un fort renouvellement et ils sont nombreux à ne pas avoir connu cette situation antérieure. Mais là n'est pas l'essentiel, quoi qu'en dise une campagne de presse malveillante.

Revenons à l'argument du bien des enfants : nul ne croit vraiment que la réussite des élèves se joue sur ces 45 minutes de plus ou de moins à midi ou en fin d'après midi. Les enfants, même les tout petits, ne souffrent pas de trop d'heures passées à l'école, mais ils souffrent lorsqu'ils s'ennuient à l'école, surtout lorsqu'ils sont en échec dans leurs apprentissages. Or il apparaît que l'essentiel de la réforme ne consiste pas à s'interroger sur les raisons qui expliquent pourquoi tant d'élèves sont en échec scolaire, avec l'idée qu'on pourrait essayer de corriger ce qui ne marche pas, essayer de trouver des solutions pour qu'ils réussissent, modifier les conditions d'enseignement, l'organisation même de la scolarité des élèves, revisiter les programmes, sensibiliser les enseignants aux progrès de la recherche en sciences de l'éducation, etc. Les enseignants sont très demandeurs, ils attendaient des initiatives du gouvernement de ce point de vue, et

qu'est ce qu'on leur sert ? Ils voient qu'il s'agit en réalité d'opérer un transfert de charge sur les municipalités, de municipaliser certains enseignements. Or ils ne sont pas convaincus a priori de la qualité de ces prises en charge. Ils n'ont aucune garantie que ces activités prétendent périscolaires seront de qualité, égalitaires ⁽⁴⁾... ni mêmes qu'elles seront obligatoires ! Leur doute repose en particulier sur leur connaissance des finances locales : la plupart des municipalités n'ont pas l'argent pour payer de vrais profs, ou des animateurs culturels vraiment qualifiés. Les profs n'ont aucune confiance dans ce que les municipalités sont en capacité de prendre en charge et d'organiser. Ils sont septiques sur ce que des personnels non qualifiés, sous-payés et peu formés vont être capables de faire. Cette affaire des rythmes scolaires est une opération d'enfumage, de plus en plus vécue comme telle. Ce n'est pas l'intérêt de l'élève qui en est le cœur. La FSU et le SNUipp ont commencé par l'approuver car on leur laissait entendre qu'il y aurait des compensations pour les instits, et que les élèves avaient tout à y gagner, mais les collègues voient bien, aujourd'hui, qu'il n'en est rien...

(4) Il est établi, depuis de nombreuses années, que l'amplitude des moyens consacré aux activités scolaires et périscolaires par les collectivités territoriales varient, selon leurs ressources financière et leurs choix politico-idéologiques, de 1 à 10 : ces inégalités ne peuvent, avec le projet de loi Peillon, que se renforcer. Que fait-on avec ça ?



Comment expliquez-vous la forte mobilisation des instits à Paris, (près de 9 sur 10 en grève) contre cette réforme à la mi-janvier et beaucoup moins le 31 ?

Il y a deux niveaux d'explication. Le premier tient à la sociologie du monde enseignant et à son nouveau rapport au syndicalisme. Le corps enseignant s'est énormément rajeuni depuis une décennie. Ici comme ailleurs, ces jeunes sont sans tradition syndicale et politique. Mais ici cela tranche davantage avec un passé où les profs étaient souvent syndiqués dès leurs études. Il y a 20 ou 30 ans, le taux de syndicalisation était très important dans le métier, de 30 à 40 %, tous

syndicats confondus. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, il y a une rupture d'histoire. Les enseignants se mobilisent plus ponctuellement, par à coups, en fonction des agressions dont ils pensent être les victimes, en particulier concernant les valeurs dont ils sont porteurs. Le mouvement parisien exprime un « ras le bol » généralisé devant la non prise en compte de leur parole, de leur analyse de ce qu'il faudrait faire de toute urgence pour que l'école aille mieux, alors qu'on veut leur imposer quelque chose qu'ils perçoivent comme inefficace pour les élèves et dangereux pour eux, en tant que salariés. Ce mouvement est soutenu par le syndicat au niveau local. Les collègues sont

désorientés, en colère. Le syndicat ne dirige pas, il prend en compte la volonté des collègues, ce n'est pas la même chose, mais c'est beaucoup plus efficace ! Ce qui n'est pas le cas pour le mouvement du 31 janvier, qui était un appel national. L'autre facteur d'explication est plus local. Paris, comme Lyon et Marseille bénéficient d'un système particulier avec un corps d'enseignants de la ville qui intervient dans les classes pour l'enseignement de la musique, des arts plastiques et du sport. Ces heures permettent aux instits de « souffler » professionnellement dans la mesure où ce sont des vrais professionnels qui viennent travailler avec leurs élèves pendant leurs heures de cours. Avec cette réforme, ils redoutent à raison que ces profs complémentaires n'interviennent désormais plus qu'en dehors de leurs heures de classe normales, que ces enseignements ne soient externalisés, municipalisés, et que cette réforme constitue pour eux un surcroît substantiel de travail.

Les instits sont furieux. Cela bouleverse leur vie professionnelle, mais aussi personnelle. Un de leurs rares avantages est leur relative disponibilité pendant l'année et avec des vacances scolaires et les mercredis où ils pouvaient s'occuper de leurs propres enfants. Et voilà que se profile aussi la remise en cause de cet avantage-là, sans aucune compensation financière. Comme salariés ils se sont mobilisés pour défendre leurs conditions de travail et de vie, ça me paraît normal !

On peut comprendre ce refus d'une dégradation des conditions de travail. Mais pourquoi ne pas le dire ainsi plutôt que de refuser une réforme qui paraissait faire consensus : les enfants ont des journées trop longues, trop fatigantes...

C'est un vieux problème. Du fait justement qu'ils ont l'avantage des vacances, que tout le monde leur envie, les enseignants ont un complexe à revendiquer pour leurs salaires... Mais j'insiste : ce que l'on est en train de faire n'est pas conduit dans l'intérêt des enfants. Les travaux en science de l'éducation montrent que ce dont souffrent les élèves c'est d'une mauvaise organisation de l'école et des enseignements, qui conduisent à ce que trop d'élèves s'ennuient à l'école, qu'ils sont trop souvent en échec dans les apprentissages, et que du coup ils développent un phénomène de rejet, voire d'opposition envers l'école. Mais ce n'est pas à cela que s'attelle le gouvernement. Il met en place une politique de démantèlement du système scolaire – avec, par exemple, le maintien de la politique de déssectorisation qui renforce la constitution de ghettos scolaires, et le maintien de l'autonomie des établissements qui met les uns et les autres en concurrence ouverte, au détriment de l'égalité de traitement de tous les élèves, principe républicain s'il en est. C'est l'abandon de toute ambition culturelle pour le plus

grand nombre avec l'instrumentalisation au service de l'économie voulue par l'OCDE sous l'injonction de la mise en place d'un enseignement fondé sur l'approche pédagogique dite « par compétences », avec son corollaire du « socle commun » qui justifie la coupure entre « l'enseignement pour les pauvres » (l'ensemble école élémentaire-collège, jusqu'à 16 ans), et l'enseignement pour les classes plus favorisées, qui pourront suivre le cycle lycée – enseignement supérieur. Parmi les outils de cette dénationalisation/restructuration du système éducatif national: le transfert de responsabilités d'enseignements hier encore assumés par l'état vers les collectivités locales et territoriales. C'est ainsi par exemple, que la nouvelle loi de décentralisation en gestation prévoit le transfert de l'intégralité de la formation professionnelle initiale vers les régions (personnels compris) avec tous les risques d'enfermement local que cela signifie. Il y a une logique d'ensemble à tout cela: c'est une idéologie fondée sur la conviction que tous les jeunes ne sont pas aptes à faire des études longues, qu'ils ne sont pas tous capables d'assimiler une culture générale de haut niveau et que, du coup, dans leur propre intérêt, il faut bien opérer un tri sélectif le plus vite possible pour orienter les uns vers des métiers pour l'essentiel d'exécution conformes aux besoins de l'économie néolibérale telle qu'elle s'organise au niveau mondial et qu'on

« L'idéologie selon laquelle tous les élèves ne seraient pas tous aptes aux études longues oblige à faire un tri conforme aux besoins de l'économie néolibérale. Métiers d'exécution pour les uns, encadrement pour les autres. »

ne conteste pas, et les autres vers des formations longues correspondant également aux besoins de cette économie, mais au niveau de l'encadrement. Cette vision de l'école correspond à un projet de société inégalitaire. Le fond du problème est là, tout le reste, c'est du discours, de l'habillage, de l'enfichage. Et le malaise enseignant exprime toutes ces contradictions, ces conflits à la fois d'intérêt immédiat (mes conditions de vie, mon salaire), d'éthique professionnelle (le sens que je donne à mon métier, les valeurs que je défends), et de conviction idéologique et politique (l'école de la république pour quelle société?). ←ENTRETIEN RÉALISÉ

PAR CATHERINE TRICOT

CHAQUE JOUR + CHAQUE MOIS + CHAQUE SAISON
REGARDS.FR + E-MENSUEL + TRIMESTRIEL
ABONNEZ-VOUS

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

PRÉNOM : _____ NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TÉLÉPHONE : _____

EMAIL : _____

60 € : Les 4 magazines + les 11 e-mensuels
+ l'accès aux espaces réservés aux abonnés sur regards.fr
(archives+dossier...)

Choisissez votre tarif

- 40€ tarif étudiants-chômeurs
 60€
 Abonnement de soutien
- montant à préciser : € _____

Choisissez votre rythme

- en une fois
 par trimestre
 par mois

Choisissez votre moyen de paiement

- par chèque
 par carte bancaire
(remplir le bulletin ci-dessous)

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec le créancier.				N° national d'émetteur 484326
VOS NOM, PRÉNOM ET ADRESSE				Nom et adresse du créancier LES ÉDITIONS REGARDS LES ÉDITIONS REGARDS 5 Villa des Pyrénées 75020 Paris
COMPTE À DÉBITER				Nom et adresse de votre banque ou de votre centre CCP
Code d'établissement	Code guichet	Numéro de compte	CLÉ RIB	
_____	_____	_____	_____	
Date	Signature			
				JOINDRE UN RIB OU UN RIP

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris
Téléphone : 09 81 02 04 96



LES 4 CHAPELLES DE L'ÉCO

Selon une boutade attribuée à Winston Churchill, lorsque l'on demande leur avis à cinq économistes, on obtient cinq avis différents, sauf si l'un d'entre eux est Lord Keynes, auquel cas on aura six avis différents. Pour Gilles Raveaud, cette dispute permanente et tous azimuts des économistes s'explique par les différentes manières de voir et de comprendre l'économie. L'auteur propose dans ce court essai un parcours d'initiation organisé autour de quatre

grandes représentations structurant les grandes théories économiques. La première approche libérale toujours dominante est la représentation de l'économie comme un grand marché. La seconde, keynésienne, pense l'économie comme un circuit. La troisième, marxiste, la conçoit comme un lieu de rapport de force et la quatrième comme une sphère dont le fonctionnement doit être pensé dans son environnement naturel et humain. Chacun des courts chapitres résume l'apport du père fondateur de chacune de ces grandes théories (Adam Smith, John Maynard Keynes, Karl Marx et Karl Polanyi) et évoque les prolongements essentiels. Le chapitre conclusif confronte leurs lectures de la crise actuelle. « *Les différentes représentations présentées dans cet ouvrage apportent chacune sa pierre à la compréhension de la crise. Elles sont pour partie complémentaires.* » Mais pour partie seulement. L'économie reste un champ de disputes dans lequel Gilles Raveaud affirme se situer du côté de la quatrième approche, celle de « *l'analyse humaine et environnementale* ».



Le Citadin, le citoyen et la ville

Animateurs du groupe Front de gauche sur la ville, 4 auteurs - élu, économiste, urbaniste et architecte ont croisé leur plume dans un petit livre qui expose quelques grands enjeux politiques autour de la question de la ville. Maîtrise du foncier, démocratie locale, s'éclairent d'approches plus historiques et culturelles. En quelques dizaines de pages un petit livre qui ouvre des débats.

Le citadin, le citoyen et la ville de Maurice Charrier, Joseph Rabie, Robert Spizzichino, Catherine Tricot. 5 euros. Bruno Leprince édition.

Le livre est vendu ici

Gilles Raveaud offre une présentation simple et vivante des analyses et des confrontations théoriques sur le marché, le chômage, la croissance, la monnaie, l'intervention économique de l'État, l'évolution du capitalisme. Il réussit à transmettre le goût de l'économie.

Cela n'empêche pas certaines frustrations. Certaines simplifications sont parfois abusives. Le chapitre concernant l'économie comme rapport de force ignore aussi bien les écrits de Marx publiés après sa mort (rien moins que les livres II et III du Capital) que les travaux néomarxistes cherchant à aller au-delà de Marx. (cf. Paul Boccara: *Le Capital de Marx. Ses apports, son dépassement au-delà de l'économie*, éd Le temps des cerises, 2012).

Sans de telles simplifications, Gilles Raveaud serait moins justifié à affirmer que face à la crise actuelle, l'approche héritée de Karl Polanyi est « *la seule alternative cohérente* » à l'approche par le marché. Face à l'originalité de la crise systémique actuelle, chacune des théories critiques de l'économie dominante doit relever le double défi d'avancées nouvelles et de rapprochements avec les autres. ← **BERNARD MARX**

La dispute des économistes de Gilles Raveaud, éd

Le bord de l'eau, 96 p., 8 €.

Gilles Raveaud enseigne l'économie à l'institut d'études européennes de l'université Paris 8. Il est membre de l'association française d'économie politique et tient un blog sur le site de la revue *Alternatives Économiques*

Du mariage homo à la repolitisation du mouvement gay

L'ampleur des mobilisations contre le mariage homosexuel a contraint les militants LGBT (lesbienne, gay, bi et trans) à descendre dans la rue. Didier Lestrade, figure historique du mouvement gay, nous livre son analyse sur l'état du militantisme gay et lesbien en France.

Dans votre livre *Pourquoi les gays sont passés à droite* (éd. Seuil, 2012), vous déploriez la dépolitisation du mouvement LGBT. Les récentes mobilisations en faveur du mariage pour tous marquent-elles une repolitisation de ce mouvement ?

Oui. On peut dire ça. J'ai écrit ce livre en 2010, et on voit bien que depuis il existe une reprise en main du mouvement. J'ai longtemps regretté que les militants n'investissent pas les réseaux sociaux, mais pour la manifestation de décembre, les gens se sont mobilisés sur Twitter et Facebook, et ça, c'est bien. Les militants ont fait venir des bus, ont mis en place du covoiturage, ce qui n'arrive pratiquement jamais au moment de la gay Pride. Les associations locales se sont

remuées, il y a eu une prise de conscience au niveau de la base. Ce qui est beaucoup moins évident, c'est la présence d'une parole radicale, militante. Malgré la forte mobilisation, beaucoup de gens sont très en colère sur la manière dont le débat est mené. Mon point de vue, c'est que le mouvement LGBT souffre de l'absence de leadership. Moi qui suis issu du mouvement du SIDA, je constate une réelle séparation entre les sujets gays et les sujets SIDA. Aujourd'hui, on parle de l'égalité, du mariage, de la ➔



Didier Lestrade,
journaliste,
cofondateur d'Act
Up et du magazine
Têtu, auteur du blog
Minorités.

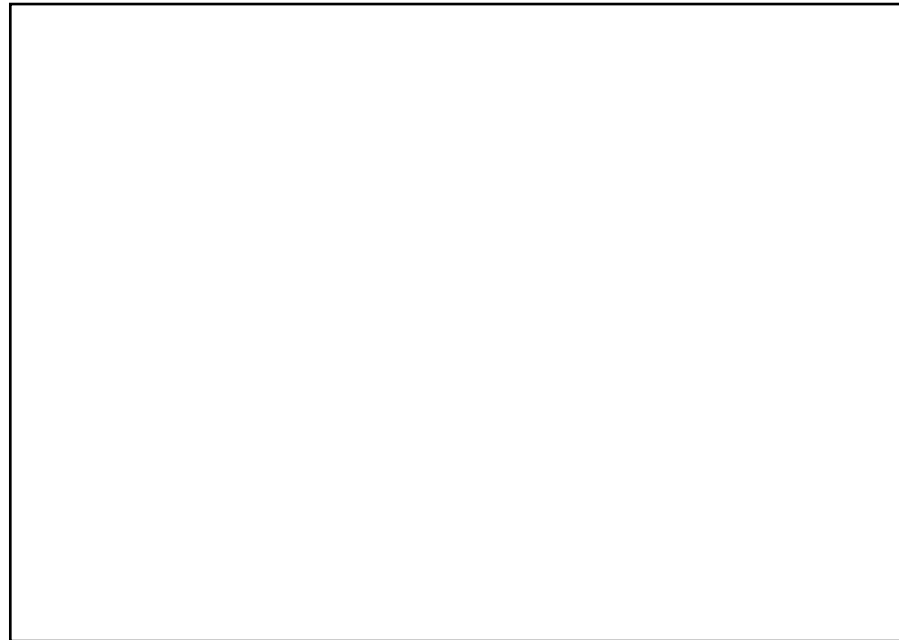
PMA, mais on ne parle absolument pas de ce qui a été à l'origine du PACS, à savoir le besoin de se marier, de s'unir dans le cadre de relations où l'un des deux pouvait mourir. Certes, cet état de fait est lié à l'évolution du SIDA, considéré aujourd'hui comme une maladie chronique. Mais j'insiste, il manque un vrai leadership, qui fait que l'interLGBT parle aux LGBT mais n'arrive pas à parler à tout le monde. Cela dit, les mobilisations en faveur du mariage homosexuel révèlent un véritable effort, une prise de conscience. On ne peut pas dire que le mouvement gay ne s'est pas réveillé, ne s'est pas unifié à l'occasion de cette loi.

Certains militants intellectuels, comme Marie-Hélène Bourcier, regrettent que le mouvement réclame uniquement le mariage au nom de l'égalité des droits sans revendiquer la volonté de provoquer par là même un bouleversement de l'ordre des sexes. Qu'en pensez-vous ?

Généralement, je suis très proche de ce que dit Marie-Hélène Bourcier. Mais, je suis aussi un pragmatique. L'argument de l'égalité des droits est solide et a permis à beaucoup de pays d'obtenir le mariage gay. Aux États-Unis, un certain nombre d'intellectuels pensaient également que ce n'était pas une bonne stratégie, mais force est de constater que le dossier avance bien depuis plusieurs mois, donc ça paie. C'est aussi ce qui s'est passé en Espagne. Bien sûr, je voudrais qu'il y ait

« Nous obtiendrons le mariage pour tous au détriment d'autres revendications comme la procréation ou l'éducation de l'homosexualité à l'école. »

d'autres débats autour de cette histoire de mariage pour tous. Mais bon, nous sommes dans un agenda bloqué, imposé par le gouvernement. On obtiendra le mariage pour tous au détriment d'autres revendications plus générales sur la procréation, l'éducation de l'homosexualité à l'école, ou encore sur une lutte contre l'homophobie qui ne serait pas seulement une homophobie visible, violente, physique, mais une homophobie sociale. On est obligé de passer par là. Et par ailleurs, ça fait partie de notre travail de générosité de se mobiliser pour une demande qui concerne une partie des gays et une partie des lesbiennes exactement comme les lesbiennes se sont mobilisées dans les années 1980 pour les gays et le SIDA. C'est la moindre des choses de retourner le geste pour aider les gens qui ont vraiment besoin du mariage notamment pour asseoir la situation légale de leurs enfants.



[Pensez-vous comme Marie-Hélène Bourcier que l'obtention du droit au mariage homosexuel risque de signer la fin du militantisme gay ?](#)

D'abord le milieu LGBT et le milieu SIDA sont en totale déliquescence. Je partage les inquiétudes de Marie-Hélène Bourcier, mais rien ne prouve que si on n'avait pas le mariage gay, il y aurait une refocalisation des forces militantes sur d'autres sujets. Je n'y crois pas. Et on pourrait très bien penser au contraire que ce nouveau dynamisme débouche sur autre chose. Cela dit, je n'y crois pas non plus, mais nul ne peut prédire ce qui va se passer.

[Pourquoi n'y croyez-vous pas ?](#)

Parce que le mouvement pour le mariage est coopté par une minorité, un groupe de militants LGBT encartés au PS, certains occupent même des fonctions au gouvernement. Des gens comme Bruno Julliard ou Gilles Bon Maury. Ce dernier est élu personnalité de l'année par le magazine *Yagg* alors qu'il n'a rien foutu de l'année. Mais bon, c'est un mec de Homosexualité et socialisme. On assiste à une sorte de montée par capillarité des apparatchiks du mouvement gay. Ils accèdent ainsi aux administrations et au gouvernement et n'ont plus de marge de manœuvre. Ils obéissent, pour soigner

leur propre carrière, à un gouvernement qui ne comprend rien aux questions minoritaires. Nicolas Gouguin, porte-parole de l'InterLGBT, se gargarise en disant que 2013 sera l'année du mariage pour tous. Non ! 2013 sera l'année de la crise.

[Selon vous ces personnalités imposent leur agenda au mouvement LGBT ?](#)

Oui. Durant les années SIDA, on aurait pu connaître la même situation étant donné que bon nombre de militants étaient aussi encartés au PS. Sauf que la base était en colère, et qu'il y avait un réseau associatif très complémentaire, entre les radicaux d'Act Up et les plus consensuels de Aides. Aujourd'hui, les groupes militants radicaux sont minoritaires et peu connus, et la majorité du mouvement est « très pas un pas mot de travers », il n'y a plus de drôlerie, plus de subversion. Les leaders travaillent à leur carrière, ils ont totalement renié leur base et leurs engagements de départ. Or comme le PS a un gros problème avec les questions minoritaires, l'agenda LGBT est bloqué.

On assiste à une récupération du mouvement, à l'image de ce qui s'est passé pour les luttes antiracistes et féministes. Le mouvement LGBT d'aujourd'hui, c'est le SOS Racisme de demain. Et je peux vous mettre ma main au feu que le mouvement gay dans cinq ans fonctionnera comme le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF),

avec le même état d'esprit corporatiste et homonationaliste qui enjoint à défendre sa propre paroisse au détriment des autres minorités. Comme le dit Marie-Hélène Bourcier, l'universalisme et l'état d'esprit républicain sont les deux mamelles de la France. Raison pour laquelle les minorités ne sont pas du tout encouragées, et qui explique pourquoi nous vivons dans une société qui n'aime ni les Noirs, ni les Arabes, ni les pédés.

[Comment expliquez-vous l'invisibilité des transsexuels dans le mouvement pour le mariage pour tous ?](#)

Les trans ne sont même pas en situation de se marier. Leur problème est d'abord la reconnaissance de leur statut. Ici, nous sommes confrontés à des urgences quotidiennes qui vont bien au-delà du problème du mariage, et qui réclament des prises de positions beaucoup plus concrètes et significatives. C'est un exemple typique qui montre que l'inscription du mariage gay à l'agenda du mouvement LGBT sert aussi à écarter des demandes plus urgentes de la vie de tous les jours concernant la sexualité et l'identité sexuée.

Au regard de toutes les concessions qui ont été faites, et je parle bien de concession et non de consensus, de toutes les revendications qui ont été mises de côté, je trouve que l'obtention du mariage pour tous est très chère payée.

← [PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE COURVAL](#)

L'Afrique, toujours victime de ses richesses

Longtemps vanté comme « un exemple de démocratie africaine », le Mali a rejoint il y a moins d'un an la liste des « États faillis ». L'intervention militaire française jette une lumière crue sur la réalité de cette situation récurrente dans l'Afrique actuelle.

Une progression fulgurante. Dans les derniers jours de janvier, les villes maliennes se sont succédé en une des quotidiens. Diabali, Gao, Tombouctou, sont « tombées » comme des fruits trop mûrs au pied des chars français pénétrant dans les cités. « *La presse, qui court ici d'un bar à l'autre, m'amusera toujours; quasiment unanime, elle chante les louanges de l'armée française, victorieuse des "terroristes islamistes". Victorieuse de quoi? Les rebelles se sont retirés de toutes les villes, pour ainsi dire sans combattre. À Tombouctou, l'armée française les cherche sans les trouver* », s'énervait l'historien et politologue engagé Pierre Piccinnin da Prata dans un message posté de Bamako sur Facebook au lendemain de la prise de Tombouctou.

De fait, ces « prises » rapides et successives ne valent pas victoire. Les groupes armés opérant au nord du Mali – qui essuient tout de même des pertes humaines sérieuses dans cette opération (l'envoyé spécial du *Monde* sur place fait ainsi état d'« une cinquantaine de combattants islamistes » tués à Gao samedi 26) – semblent avoir opté depuis le début de l'offensive pour une tactique de repli et d'évitement. En vue, selon la plupart des observateurs sur place, de se réfugier dans les massifs montagneux de l'extrême-nord du pays pour s'y ressourcer et réorganiser.

Une perspective qui, fin janvier, a commencé à soulever des questions dans les médias sur les objectifs et finalités de l'opération française et sur les risques d'enlèvement « à l'afghane ». Questions plus que légitimes. Car l'armée →

française opère aujourd'hui dans l'une des nombreuses « zones grises » – au sens où l'entend le géopolitologue Gaïdz Minassian⁽¹⁾ de « zone de non-droit, dérégulée, abandonnée, en déliquescence, plus ou moins grande (...) que les institutions centrales d'un État n'arrivent pas à pénétrer » – qui jalonnent la région située entre la côte occidentale et la Corne de l'Afrique.

VIOLENCE ET CAPITAL

Lors du vingtième sommet de l'Union africaine qui s'est ouvert dimanche 27 janvier à Addis Abeba en Ethiopie, le Président sortant de l'Union, le Béninois Thomas Boni Yayi, a déclaré : « *Je tiens à saluer la France qui, face aux délais de réaction extrêmement longs des leaders africains et même de la communauté*

internationale, a pris les devants pour faire ce que nous aurions dû faire. » Un aveu d'impuissance qui en dit long sur l'affaiblissement des États régionaux... Cinquante-deux ans après les indépendances, les exemples ne manquent pas. Depuis la Somalie, qui reste l'archétype de l'État décomposé, jusqu'à la RDC où l'Est du pays est la proie de divers groupes armés, plus ou moins autonomes et télécommandés par des pays voisins, tout en recompositions d'alliance, prédation sauvage et violences de masse, en passant par la Mauritanie, la Guinée, le Tchad, le Niger, la Centrafrique, le Nigeria... Autant de pays qui au cours des 20 dernières années ont soit subi des coups d'État, soit vu s'installer sur leur territoire des groupes, milices et/ou organisations armées producteurs de violence, qu'ils

se réclament de l'islamisme le plus radical (comme dans le Sahel et au Nigéria) ou pas (comme en RDC). Point commun : l'incapacité de l'État à assurer la sécurité des citoyens et à faire respecter le droit. « Cette forme nouvelle de conflictualité met en scène une violence surgie de la profondeur de sociétés fortement meurtries, mal intégrées ou pas intégrées du tout dans des États qui sont en décomposition ou en faillite depuis plus d'un demi-siècle. Aux sources de l'affrontement, nulle rivalité de puissance, mais des échecs, des frustrations, des exclusions, des humiliations que sont venus gérer des entrepreneurs de violence qui y trouvent la clientèle idéale », écrit le politologue Bertrand Badie dans une tribune récente⁽²⁾. Mais aux sources de la « décomposition » ou de la « faillite » de ces États « depuis plus d'un demi-siècle », des ressorts bien connus. « Pour tenter une explication, il faut se placer dans la logique du capitalisme financiarisé, dans la logique du profit maximal à court terme et celle de la prédation des rentes, estime Bernard Conte, économiste politique au laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM)⁽³⁾. Le système vise à extraire la rente et à maximiser le volume exporté de ladite rente. Voilà son essence. Dans ces conditions, peu importe le mode de régulation du territoire. Le système peut très bien s'accommoder de régimes "forts" comme d'États "faillis" ayant cédé la place à des systèmes néo-féodaux-mafieux de "Chefs de guerre" (Sierra-Leone, Liberia,

« La cause première
du délitement
des États africains
reste l'imposition
des programmes
d'ajustement structurel
par le FMI et la Banque
Mondiale. »

Côte d'Ivoire, Somalie, RDC...). Les systèmes de régulation délités peuvent très bien permettre une exploitation maximale de la rente à coûts plus faibles que par le biais d'une régulation plus "institutionnelle". » Et le chercheur de rappeler que la première explication du délitement de ces États reste « l'imposition des programmes d'ajustement structurel par le FMI et la Banque Mondiale qui ont engendré une baisse drastique des dépenses publiques et une forte réduction du périmètre de l'État, ce qui ne permet plus aux dits États d'assurer leurs fonctions régaliennes (défense, sécurité en particulier) sur l'ensemble du territoire. »

PARTIR OU RESTER ?

La principale nouveauté depuis 10 ans est que ces décompositions longues ont permis aux acteurs « entrepreneurs de violence » de s'implanter durablement

dans le paysage. Poursuivant des objectifs économique, idéologique ou mafieux, bien souvent les trois mêlés, ces groupes armés parfois bien équipés et toujours mobiles sur des territoires qu'ils connaissent par cœur, ne vont pas disparaître du jour au lendemain. Au Sahel, Ansar Edine, le Mujao et Aqmi, qui fuient aujourd'hui devant les troupes françaises, risquent fort de refaire parler d'eux très vite. Attentats, prises d'otages, assauts ponctuels. Face à cela, où s'arrête exactement le périmètre de l'opération Serval ? Et que va faire l'armée française dans les semaines à venir ? Rester pour « éradiquer » les jihadistes ? Auquel cas, elle prendrait le risque de s'enliser et donnerait raison à Tzvetan Todorov qui craint de ne voir dans l'opération Serval qu'une simple « variante du néoconservatisme qui servait de justification aux guerres précédentes lancées contre des pays musulmans »⁽⁴⁾. Ou partir et donc laisser ces groupes revenir sur le devant de la scène, étant donné qu'on ne voit pas pourquoi l'armée malienne serait plus capable demain qu'aujourd'hui d'assurer la sécurité du territoire national ? On s'achemine probablement vers un entre-deux : maintien sur place d'instructeurs-formateurs auprès de l'armée malienne et des troupes de la Cedeao, et d'une capacité de projection militaire rapide en cas d'offensive de l'un ou l'autre des groupes honnis. C'est ce qu'il faut comprendre quand Laurent Fabius indique que « la France n'a pas vocation à rester durablement engagée militairement au Mali » et que « c'est d'abord aux Africains

d'assurer la sécurité de l'Afrique » tout en connaissant parfaitement les faiblesses structurelles et numériques des armées censées assumer ce rôle. Peu importe. Pour Bernard Conte, « en tout état de cause, le scénario retenu sera celui qui permettra d'assurer l'exploitation des rentes maliennes, mais aussi de celles des pays voisins... avec le maximum de rentabilité et de sécurité. » Quitte à s'accommoder encore longtemps de ces États déliquescents. Qui, finalement, ne contrarient en rien nos intérêts. Du moment qu'on peut aller y faire un peu de police de temps à autre.

← EMMANUEL RIONDÉ

(1) Chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), Gaïdz Minassian est l'auteur de *Zones grises. Quand les États perdent le contrôle*, éd. Autrement, 2011.

(2) Lire « L'opération au Mali marque un périlleux retour aux conflits d'antan » de Bertrand Badie. *Le Monde* du 24 janvier.

(3) Bernard Conte est notamment l'auteur de *La tiers-mondialisation de la planète*, éd. Presses universitaires de Bordeaux, 2009. Le laboratoire LAM (<http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/>) du CNRS et de Sciences Po Bordeaux, a été créé en 2011, fusion du Centre d'étude d'Afrique noire (Sciences Po Bordeaux) et du Centre d'études et de recherches sur les pays d'Afrique orientale (Université de Pau et des Pays de l'Adour).

(4) Lire « Mali : du Bush à la française ? » de Tzvetan Todorov dans *Libération* du 27 janvier (http://www.liberation.fr/monde/2013/01/27/mali-du-bush-a-la-francaise_877137)

Zero Dark Thirty, film féministe ?

De par son sujet, la traque et l'exécution d'Oussama Ben Laden par les États-Unis, mais aussi parce qu'il donne à voir de la torture utilisée par la CIA comme « technique de renseignements », *Zero Dark Thirty* de Kathryn Bigelow possède tous les composants du film polémique chaud bouillant. Et si derrière l'évidence promotionnelle de ces attributs se cachait un autre film ? Un film, au risque d'une nouvelle polémique, féministe ? Tentative d'explication.

Dès les premiers instants du film la cause semble entendue. En entremêlant à quelques images de l'attentat du World Trade Center, les enregistrements sonores, téléphoniques, des derniers instants de quelques-unes des victimes du 11 septembre 2001, Kathryn Bigelow semble légitimer tout ce qui va suivre. Notamment la première vraie scène de son film mettant en images un interrogatoire utilisant l'humiliation individuelle, l'épuisement psychique ainsi que l'agression physique, c'est-à-dire une vraie scène de torture. Mais outre que celle-ci, orchestrée de façon presque protocolaire par un jeune type aux antipodes des crétiens red-necks d'Abou Grahib, donne

immédiatement au spectateur une nausée, ce en quoi elle nous renseigne sur l'usage de la torture, aussi perversément « évoluée » soit elle, c'est qu'elle ne sert absolument à rien.

C'est ici, après avoir été le spectateur candide de cette scène, qu'intervient le personnage principal, jouant alors de l'habileté psychologique plus que de la contrainte, pour obtenir une information. Que ce personnage principal soit une femme semble avoir absolument échappé à l'ensemble de la critique ; c'est pourtant là que se joue l'un des points centraux du film, dans ce personnage rare d'héroïne de cinéma, absolument dés sexuée, dégenrée, superbement banalisée. Une femme sans histoire sentimentale interférant avec son activité

principale – trouver où se planque OBL, aka Oussama Ben Laden – une nana non « féminisée » ni apprêtée ni butchisée, juste pas maquillée. Banale, ce qui ne l'est pas.

Il est étonnant que les voix qui, outre-Atlantique, se sont exprimées sur ce film proviennent soit des républicains qui craignaient que le film ne serve la campagne présidentielle d'Obama, soit de certains démocrates qui réfutent misérablement que la CIA puisse user de telles pratiques, soit encore de la presse dite

À l'interpellation féministe, comment ne pas répondre ? Oui, j'ai aimé l'idée que le personnage principal de *Zero Dark Thirty* soit si peu enfermé dans un stéréotype de genre. Ni garçon manqué, ni féminité affirmée : l'entre-deux est rare. Une femme qui n'a pas de vie sentimentale, si peu d'émotions et tant de détermination à tuer : nous sommes loin des modèles féminins traditionnels aussi bien cinématographiques que littéraires. À Maya, il reste quand même l'intuition : c'est grâce à cette vertu si souvent prêtée aux femmes qu'elle arrête Ben Laden. Il ne faudrait pas que l'ainsi nommée « héroïne » (terme qui ne va pas de soi vu la façon dont elle mène sa mission) soit, de par son statut de femme prétendue plus douce et humaine, un argument pour nous faire avaler la violence et la torture comme des nécessités acceptables. ← CLÉMENTINE AUTAIN

spécialisée (mais en quoi, nul ne sait) pour qui le film légitimerait la torture – et l'on a vu plus haut ce qu'il en était ; en tout cas pas des universitaires et/ou militantes et/ou critiques de cinéma féministes, comme si sa réalisatrice ne constituait finalement pas un assez « bon objet » critique, pas suffisamment en tout cas pour que leurs points de vue parviennent jusqu'à nos rivages...

Et pourtant. Femme, réalisatrice, et metteuse en scène de films d'actions psychologiques assez burnés, de *Point Break* à *Démineurs*, Bigelow est assez atypique dans le champ culturel genré du cinéma américain pour qu'on s'y attarde un peu quand même. La féminisation des agents de la CIA ne fait pas pour les investisseurs d'Hollywood *ipso facto* d'une femme, qui n'est ni Lara Croft ni Carrie Bradshaw, un personnage central d'un film de plus de deux heures trente sur la traque de Ben Laden... CQFD.

Ce que laisse voir aussi *Zero Dark Thirty* via son héroïne, c'est un point de vue anti-héroïque. Pas l'anti-héroïsme qui voudrait que cette traque soit juste un « job » que les États-Unis auraient à terminer, pas celui non plus de la quête existentielle, mais celui organisé par la division des tâches propres à l'administration sécuritaire, la chaîne des responsabilités morcelées, celle de la CIA renvoyant tout aussi bien à l'autre, celle de l'organisation du groupe terroriste.

Que le film enfin soit le résultat d'une enquête de longue haleine sur le terrain de Mark Boal, journaliste et scénariste

à l'origine de l'histoire de *Démineurs*, le précédent film de Bigelow, participe aussi de la singularité de son propos. Factuel à la limite de l'aridité, le scénario laisse l'enquête s'étirer, se perdre, être désorientée par les revirements politiques pour mieux valoriser l'idée fixe de son héroïne, la force de sa lo-

gique, la primauté de sa réflexion sur les emballages testostéronés. En ce sens aussi *Zero Dark Thirty* militerait presque pour élargir l'horizon de la représentation des femmes au cinéma. On attend sur ce sujet avec impatience l'avis de principales intéressées.

← THOMAS BAUDER

Vive la démocratie...

Loin de légitimer le recours à la torture, le film Kathryn Bigelow dénonce les méthodes de la CIA et interroge les pratiques des pays dits « démocratiques » dans le démantèlement des réseaux terroristes.

Je ne sais pas si j'ai vu le même film que mes camarades d'Amnesty International ayant défilé devant une projection de *Zero Dark Thirty* pour dénoncer ce que l'association considère comme une légitimation de la pratique de la torture. Sans doute est-ce la force de ce thriller réaliste : il laisse le spectateur libre face à plusieurs interprétations possibles. Le parti pris asséché, précis, quasi clinique dans sa description des agissements de la CIA qui est inspirée d'une sérieuse enquête journalistique, a quelque chose de déroutant. Suggérant plus qu'affirmant un point de vue tranché sur le déroulé

de la traque d'Oussama Ben Laden, peu disert politiquement, le film prête le flanc à des critiques différentes voire opposées. La vive polémique qu'il soulève, outre-Atlantique notamment, interroge les modalités du démantèlement des réseaux terroristes islamistes par des pays se réclamant de valeurs démocratiques. Le film de Kathryn Bigelow défend-il le modèle américain, prêt à tout pour arrêter Ben Laden après le 11 septembre ? Véhicule-t-il l'idée selon laquelle la fin justifierait les moyens ? Comme Michael Moore, je ne le crois pas. Nous sommes abruptement mis face à « la question ». Les scènes de torture, situées au début

du film, sont d'une rare violence. La dés-humanisation n'est pas esquivée mais clairement donnée à voir. Cet homme d'Al Qaida battu, étouffé avec de l'eau, attaché fesses nues pendant des heures et dont on voit les excréments, finit enfermé dans un minuscule placard. La longueur de ces scènes suscite clairement le malaise. À quoi bon si c'est pour justifier ces pratiques ? Et quelle serait la force de la démonstration alors même que l'homme en question ne lâche rien, fut-ce sous cette atroce pression ? Certains estiment même que le propos vise à démontrer que la torture ne sert à rien car ce n'est pas grâce à elle que Maya, « l'héroïne » du film, réussit à retrouver le leader d'Al Qaida. Mais à ce compte-là, la torture pourrait être légitime si elle menait aux fins recherchées... Or la critique de la torture, qui ne souffre aucune concession, repose sur des principes humanistes qui ne sauraient être relatifs au regard de l'efficacité de la démarche. Par ailleurs, la parole politique est introduite à propos de la torture et nulle part ailleurs dans le film. Nous voyons Barack Obama à la télévision assurer qu'il n'y aura pas de recours à la torture pour retrouver Ben Laden et les siens. L'héroïne de la CIA ne moufte pas mais le men-

songe d'État est posé. Comme spectatrice, j'en ressors avec l'idée que les États-Unis ont agi en tournant le dos à des principes inaltérables en démocratie digne de ce nom. L'image des Zorros du monde si prompts à donner des leçons sur le terrain de la liberté et de la démocratie est pour le moins écornée. Les pratiques de la CIA sont de fait mises en cause, la parole politique est interrogée. La dernière scène du film donnant longuement à voir la boucherie humaine dans la maison de Ben Laden, qui aurait d'ailleurs pu être ramené vivant, nous met face à la dimension carnicière des pratiques de la CIA et finit de nous conduire à « la question ». Ainsi, et sans nier certaines mises en scène emphatiques avec le modèle américain, *Zero Dark Thirty* contribue au débat public nécessaire sur cet enjeu planétaire. Ce n'est pas rien.

← CLÉMENTINE AUTAIN